

## Le PCF et l'eurocommunisme: l'ultime rendez-vous manqué?

PAR FABIEN ESCALONA  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 29 DÉCEMBRE 2020



Enrico Berlinguer et Georges Marchais, le 3 juin 1976. © STF / AFP

Au milieu des années 1970, le PCF participe d'un bref « moment » eurocommuniste. Une perspective nouvelle, détachée de Moscou et ancrée dans la démocratie. Mais qui s'interrompt brutalement, laissant place à un raidissement identitaire fatal au parti.

Jeudi 3 juin 1976, environ 60 000 personnes sont massées à la porte de Pantin, à Paris. Le rassemblement, organisé par le Parti communiste français (PCF) en soutien au Parti communiste italien (PCI), a été annoncé dans Paris et la « banlieue rouge » par des grands portraits de leurs secrétaires généraux, **Georges Marchais** et **Enrico Berlinguer**. Les deux hommes, dont le second mène une campagne électorale de l'autre côté des Alpes, partagent la tribune. Ils sont alors engagés dans des stratégies de rénovation et d'ouverture de leurs partis respectifs.

De son côté, le PCF est partie prenante d'une Union de la gauche avec le **PS d'Épinay**. Celle-ci s'est concrétisée par la signature d'un programme commun en juin 1972, et par le soutien à la candidature présidentielle de François Mitterrand en 1974. La base militante du parti s'accroît en taille, tandis que sa composition se féminise, se rajeunit et s'ouvre davantage aux milieux non ouvriers. Le PCI, lui aussi en croissance, vient pour sa part d'accomplir le tournant du « **compromis historique** ». Celui-ci consiste en une main tendue vers la Démocratie chrétienne, c'est-à-dire l'autre grand parti appuyé sur des masses populaires.

Comme dans le cas français, le geste est justifié par la volonté d'un accès démocratique au pouvoir. Il est également nourri par la volonté, même en cas de majorité électorale, d'éviter un affrontement violent entre deux blocs antagonistes. Le spectre du **coup d'État de Pinochet au Chili**, perpétré en septembre 1973 contre une expérience de socialisme démocratique, plane sur les acteurs de l'époque.



Enrico Berlinguer et Georges Marchais, le 3 juin 1976. © STF / AFP

La proximité affichée entre Marchais et Berlinguer s'inscrit par ailleurs dans une suite de rencontres entre dirigeants du communisme européen, lors desquelles plusieurs partis – dont le PCF, le PCI et le PC d'Espagne (PCE) – se distinguent d'autres formations nettement alignées sur l'Union soviétique. Il y a eu la conférence des PC des pays capitalistes en 1974, durant laquelle des divergences ont été publiquement exprimées. À la fin juin 1976, peu après le meeting parisien, une conférence des PC européens se tient à Berlin, **qui fait écrire** à Jacques Amalric dans *Le Monde* « *ce qu'on appelle le mouvement communiste international ne sera jamais plus ce qu'il était* ».

Santiago Carrillo, le secrétaire général du PCE, y déclare sans ménagement que Moscou n'est plus « *la Rome* » des communistes, devenus adultes : « *Nous, communistes, n'avons aujourd'hui aucun centre dirigeant, aucune discipline internationale qui s'imposent à nous.* » Affirmant la pertinence de compromis avec d'autres forces politiques – car « [les communistes] *ne prétend[ent] pas être les seuls à défendre les intérêts des peuples* », il regrette aussi la négligence dont les « *libertés formelles* » ont fait l'objet. Nous sommes alors huit ans après la répression du **Printemps de Prague**, lorsque l'URSS a écrasé de ses chars une tentative de libéralisation du régime tchécoslovaque, visant à édifier un « *socialisme à*

*visage humain* ». Même les communistes français, pourtant très orthodoxes en comparaison des Italiens, avaient réprouvé l'usage de la force, dans une prise de distance inédite.

Enfin, en mars 1977 à Madrid, une rencontre entre Berlinguer, Marchais et Carrillo fait l'objet d'une mise en scène soignée. Elle restera à la postérité comme le « *sommet de l'eurocommunisme* ». Le terme, désormais largement en circulation, a été endossé positivement par Berlinguer pour la première fois au meeting de la porte de Pantin. À la foule présente, il expose : « *Ce n'est pas nous, ni vous, camarades français, qui avons forgé le terme d'eurocommunisme [...]. Mais le fait même que ce terme circule aussi largement dans la presse internationale, et qu'il soulève dans des camps si différents tant d'espoirs et tant d'interrogations, est un signe clair de l'intérêt avec lequel on considère nos deux partis, leurs positions et leurs initiatives.* »

L'eurocommunisme n'a jamais constitué une doctrine ou un mouvement unifié, et son préfixe même n'est guère approprié. Comme le relève Laurent Lévy **dans la revue en ligne Contretemps**, on peut ranger sous ce label « *les partis communistes du Japon, d'Australie ou du Mexique, mais pas ceux de RFA [l'ex-Allemagne de l'Ouest – ndlr] ou du Portugal – et moins encore ceux des pays européens de l'Est... Et même pour les partis communistes européens que l'on peut désigner ainsi, leurs points d'accord portent sur bien des choses, mais précisément pas sur la question européenne* ».

L'orientation eurocommuniste consiste effectivement en deux piliers, que rien n'attache par nature aux seuls PC ouest-européens : d'une part, un attachement proclamé à la démocratie et aux libertés ; d'autre part, une affirmation d'autonomie vis-à-vis de Moscou. « *On vit alors la fin de la logique de l'Internationale communiste*, confirme Pascal Delwit, professeur de science politique à l'université de Bruxelles et auteur d'une vaste fresque sur **Les Gauches radicales en Europe**. *Ce n'est pas nouveau, mais cela s'exprime dans une séquence post-68, lors de laquelle l'image de l'URSS est très endommagée.* »

Cinquante ans après **Tours** puis l'homogénéisation des « **premiers communismes** » **européens**, c'est comme si une nouvelle brèche des possibles s'ouvrait. Là où les spécificités et les compromis internes de chaque parti avaient été violentés pour correspondre à un schéma et à des intérêts essentiellement soviétiques, ce sont désormais les « *voies nationales* » vers le socialisme qui sont exaltées. Berlinguer l'exprime clairement sous le grand auvent des abattoirs de la Villette : « *Nous, et vous, avons affirmé qu'il n'y a point de modèles de socialisme à imiter. Dans chaque pays, le mouvement ouvrier doit chercher sa voie, qui est nécessairement différente de celle d'autres pays. Ce qui implique également la reconnaissance et l'affirmation de la pleine indépendance de chacun des partis communistes.* »

Il ne s'agit pas de la résurgence des dissidences écrasées pendant les années 1920 – encore moins de celles de gauche, syndicalistes révolutionnaires ou conseillistes. Selon Pascal Delwit, « *l'eurocommunisme se développe sur fond d'une certaine impuissance. Les protagonistes prennent acte d'une forme d'épuisement de l'idée de révolution* ». On n'assiste pas non plus à la résurgence d'un internationalisme enfin équilibré, entre partenaires égaux. Les asymétries de « *l'internationalisme prolétarien* », en réalité patronné par l'Union soviétique, sont combattues au nom de spécificités nationales. Or celles-ci ne s'articulent ni ne se retrouvent autour d'aucun autre centre ni instance de coordination pérenne.

Il n'en reste pas moins qu'une troisième voie se cherche entre l'héritage social-démocrate et l'héritage léniniste. Le fait le plus remarquable de cette quête stratégique, pointe l'ex-communiste Roger Martelli, réside dans son caractère simultané et global. « *Pour la première fois*, détaille le directeur de publication de *Regards*, *l'eurocommunisme est une tentative d'alternative au modèle soviétique qui ne vient pas de la périphérie mais de l'intérieur des citadelles du capital. Elle s'exprime au cœur du système dominant.* »

Le rôle de Jean Kanapa

En France, l'un des promoteurs les plus influents de l'orientation eurocommuniste au sein du PCF s'appelle Jean Kanapa. Le nouveau secrétaire général Georges Marchais, qui prend ses responsabilités au début des années 1970, s'appuie sur lui pour tout ce qui a trait aux affaires extérieures.



Jean Kanapa (1921-1978). © L'Humanité/Archives de Seine-Saint-Denis

L'homme avait d'autant mieux compris le sens du Printemps de Prague, qu'il y avait été envoyé de 1958 à 1963, comme représentant du PCF auprès de *La Nouvelle Revue internationale*, un organe de liaison des partis communistes. À la suite de cet événement, il a joué un grand rôle dans la rédaction du « Manifeste de Champigny ». Ce texte, **résumé Laurent Lévy**, « définit une stratégie fondée sur la conquête pacifique du pouvoir, dans le cadre d'alliances avec d'autres formations de gauche, pour la mise en place d'une "démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme" ».

Dans la même veine, et dans un contexte où la direction du PCF proteste de son attachement aux libertés publiques et individuelles, fût-ce en déplorant la situation en URSS, Kanapa participe à l'écriture du *Défi démocratique*, publié par Marchais en 1973. Trois ans plus tard, dans un article sur les caractéristiques de l'eurocommunisme, il écrit que « la démocratie est devenue aujourd'hui le terrain principal du combat de classe, du combat révolutionnaire pour la transformation de la société ».

Artisan du rapprochement avec le PCI de Berlinguer durant toute cette période, Kanapa pèse enfin dans l'orientation du XXII<sup>e</sup> congrès de février 1976. Le caractère autonome, pacifique et démocratique de la conquête du pouvoir y est affirmé, notamment sous l'expression d'un « socialisme aux couleurs de la

*France* ». Peu de temps avant, Georges Marchais a d'ailleurs annoncé la disparition de toute référence à la « dictature du prolétariat ».

La trajectoire antérieure de Kanapa ne laissait pas présager un tel rôle. Adhérent du PCF à la Libération, il devient en effet l'un des relais les plus zélés du « réalisme socialiste » forgé en URSS. À la tête de la revue *La Nouvelle Critique*, il fait passer tout travail intellectuel un tant soit peu original sous le tamis de la ligne officielle, n'hésitant pas à réécrire lui-même les contributions qu'il reçoit. Peu à peu déstabilisé par les révélations sur le stalinisme et ce qu'il apprend de ses séjours dans des pays communistes, il en vient à incarner l'aile la plus critique des Soviétiques auprès de Marchais.

Dans la seconde moitié des années 1970, explique le politiste Nicolas Azam, auteur du *PCF confronté à « l'Europe »* (Daloz, 2017), « deux interprétations se font face à propos du fait que l'Union de la gauche ne profite pas assez au PCF. Pour certains, la raison en serait que les électeurs ne sont plus capables de distinguer entre le PS et le PCF à cause du programme commun. Pour d'autres, dont Kanapa, la raison résiderait plutôt dans la trop mauvaise image de l'URSS, qui déteint sur les communistes français. Il se trouve que Georges Marchais donne un peu raison aux uns et aux autres alternativement. Or, Kanapa meurt en 1978, ce qui va créer un gros vide ».

De fait, le raidissement identitaire qui s'enclenche alors va dilapider les acquis de l'ouverture précédemment menée.

### Une parenthèse avant un raidissement identitaire

Le moment eurocommuniste a été bref. Sa clôture s'amorce dès la fin 1977, lorsque les négociations d'un nouveau programme commun échouent. Le PCF se lance alors dans une campagne antisocialiste, que la base est priée de suivre. Elle s'accompagne d'un recentrage sur le monde ouvrier, au nom duquel les dirigeants n'hésitent pas à utiliser le ressort de l'anti-intellectualisme. Le vent d'incompréhension et de fronde qui parcourt les sections n'est cependant pas réservé aux nouvelles recrues issues des classes

moyennes les plus instruites. Parfois, comme le montre Julian Mischi dans *Le Parti des communistes (Hors d'atteinte, 2020)*, il est également porté par des syndicalistes ouvriers. Par conséquent, c'est « partout dans le pays, lors de la préparation du XXIII<sup>e</sup> congrès de mai 1979, [que] les militants sceptiques sont marginalisés ».

Non content de donner raison aux partisans de la réaffirmation identitaire, Georges Marchais choisit de remplacer Kanapa par le très orthodoxe **Maxime Gremetz**. Le réalignement sur l'Union soviétique fait partie intégrante de la stratégie désormais suivie, ce que traduit la formule de Marchais, selon qui « *le bilan des pays socialistes est globalement positif* ». Outre le revirement qu'elle signifie, la phrase est évidemment terrible, alors que le caractère systématique et criminel de la répression en URSS est de mieux en mieux documenté.

Pour la petite histoire, la réplique la plus cinglante vient en chanson, de la part de Jean Ferrat, pourtant compagnon de route du parti. Il clame dans *Le Bilan* : « *N'exigez pas de moi une âme de comptable / Pour chanter au présent ce siècle-tragédie / Les acquis proposés comme dessous de table / Les cadavres passés en pertes et profits.* » Et plus loin, considérant lui aussi que Moscou n'est décidément pas la Rome des partisans d'une alternative à l'ordre existant : « *C'est un autre avenir qu'il faut qu'on réinvente / Sans idole ou modèle, pas à pas, humblement / Sans vérité tracée, sans lendemains qui chantent / Un bonheur inventé définitivement.* »

À l'inverse du PCI et du PCE, le PCF va même jusqu'à soutenir l'invasion de l'Afghanistan par l'armée soviétique en décembre 1979. La forme ne pouvait être plus symbolique : Georges Marchais le fait depuis Moscou, en direct à la télévision.

« *De façon ironique, raconte Nicolas Azam, Marchais a pourtant arraché de Brejnev, sur place, une promesse de non-ingérence dans la vie politique française. Ce n'était pas négligeable, car les Soviétiques avaient gêné des campagnes présidentielles du PCF, en affichant leur bonne entente avec les dirigeants de la droite. Mais*

*tout le monde se fiche du communiqué publié à ce sujet. L'interview sur l'Afghanistan suffit à replacer les communistes français dans le camp totalitaire des pays de l'Est. Quelques semaines après, ceux-ci organisent d'ailleurs une conférence sur le désarmement avec les Polonais et d'autres PC européens. Cette fois, c'en est vraiment fini de l'eurocommunisme.* »

L'épisode illustre à quel point les facteurs extérieurs et intérieurs se mêlent pour expliquer l'échec de l'eurocommunisme.

« *Au niveau international, analyse Roger Martelli, cette tentative s'inscrivait dans une période de Détente entre l'Est et l'Ouest, ce qui permettait de valoriser le passage pacifique au socialisme. Or, à la fin des années 1970, c'est l'entrée dans la "guerre fraîche".* » C'est aussi le moment où les différentes « voies nationales » vers le socialisme connaissent des difficultés. En France, l'Union de la gauche profite surtout au PS, qui devance le PCF aux législatives de 1978, pour la première fois depuis 1936. En Italie, le compromis historique fait long feu, en raison d'un mécontentement de la base et de l'assassinat par les Brigades rouges du démocrate-chrétien **Aldo Moro**. En Espagne, les scores du PCE aux premiers scrutins de la transition démocratique se révèlent décevants, et les batailles de factions finissent par faire imploser le parti.

Pour couronner le tout, les autorités soviétiques font pression contre les velléités d'autonomie trop marquées. « *L'URSS, rappelle Pascal Delwit, était un financier important des partis communistes, et avait des relais en leur sein.* » C'est par leur biais, mais aussi par des courriers directement envoyés à la direction, que les Soviétiques expriment leur désapprobation et exercent du chantage. Cela dit, nuance Nicolas Azam, « *le PCF ne retournera jamais aux années 50 dans ses relations avec l'URSS. Lorsqu'il appuie l'intervention soviétique en Afghanistan, puis en Pologne, c'est aussi en raison d'intérêts nationaux et électoraux, parce que la réaffirmation identitaire est considérée comme une nécessité.* »

Dans tous les cas, beaucoup de choses se sont jouées au niveau des instances dirigeantes du PCF, qui portaient la marque des phases de bolchévisation et stalinisation des décennies précédentes (*lire notre précédent épisode*). Georges Marchais n'y comptait pas que des proches convaincus par l'eurocommunisme. Plusieurs figures, qui auraient pu jouer ce rôle, avaient été évincées plus tôt, lors de précédentes crises. Et parmi ceux qui l'entouraient, le secrétaire général devait justement composer avec un groupe aux instincts conservateurs. « *Certains avaient participé à tous les combats historiques du parti*, décrypte Nicolas Azam. *Ils détenaient donc une légitimité que Marchais n'avait pas.* »

Ce poids des « *légitimistes* », comme les appelle Roger Martelli, explique que le PCF se soit « *engagé dans l'eurocommunisme, mais sans aller jusqu'au bout* ». En témoigne notamment son blocage de toute structuration des partis se reconnaissant dans cette démarche, pour ne surtout pas donner l'impression de fractionner l'unité du communisme international. Lorsque se sont conjugués le réveil des tensions internationales, les pressions soviétiques, la panique face à la dynamique socialiste et la disparition de Kanapa, tout était donc réuni pour que le réflexe de repli identitaire l'emporte.

Un possible non advenu, mais lequel ?

L'eurocommunisme a-t-il été l'ultime rendez-vous manqué par le PCF ? Ce qui est sûr, c'est que la décennie ayant suivi la clôture de ce moment a été désastreuse, et que la dégringolade enregistrée n'a jamais été rattrapée. Pascal Delwit invite à comparer « *ce qu'était le PCF en 1978, électoralement et en capacité de mobilisation, et ce qu'il est devenu en 1988, à peine dix ans plus tard. Cela n'avait plus rien à voir, et tout s'est passé en deux législatures. Si Marchais et la direction avaient continué sur la voie de l'ouverture, il n'y aurait pas eu forcément d'horizon enchanteur, mais ils auraient peut-être évité le déclin express qui s'est produit.* »

Il y a des raisons de penser que les défis rencontrés par la famille communiste étaient trop lourds, et ses capacités d'adaptation trop faibles, pour laisser

espérer un autre destin que la marginalisation. Après tout, *aucun* parti n'a véritablement réussi à échapper au déclin tout en préservant son identité communiste. Dans le cas italien, le PCI ne s'est perpétué qu'en se sabordant et en mutant en parti de centre-gauche, sautant à pieds joints dans le social-libéralisme sans passer par la case sociale-démocrate. Si l'eurocommunisme a été un possible non advenu, cela pose donc la question de ce qu'il aurait vraiment recouvert.

Pour Pascal Delwit, la tentative s'apparentait à un « *postcommunisme anticipé* ». En effet, le rendez-vous manqué n'a pas tant été celui de « *la révolution socialiste en Europe occidentale* », que celui d'une « *reformulation du réformisme à la fin du XX<sup>e</sup> siècle* », alors même que la social-démocratie **échouait dans cette mission**. Interrogé par Mediapart, Julian Mischi va dans le même sens. Ne repérant pas d'enthousiasme militant pour l'eurocommunisme en tant que tel, il ne voit pas en quoi ce dernier aurait pu déboucher sur « *la recomposition de l'idéal communiste et de son lien aux milieux populaires. Parmi ses promoteurs, remarque-t-il, plusieurs ont d'ailleurs rejoint le PS ou validé un discours minimisant l'importance de la classe ouvrière dans la société* ».

Roger Martelli continue cependant de penser que l'eurocommunisme aurait pu ouvrir une dynamique politique intéressante. Rejetant l'opposition entre réforme et révolution, il préfère parler d'une tension entre l'adaptation et la rupture avec l'ordre établi. « *Si la démarche eurocommuniste me semblait si attractive et mobilisatrice, confie-t-il, c'est parce qu'elle rendait possible le rassemblement tout en déplaçant le curseur vers la rupture. Elle était bien la dernière chance du communisme du XX<sup>e</sup> siècle, au sens où elle aurait pu changer la donne à un niveau global.* »

Mais avait-elle seulement une chance d'être poursuivie avec constance par suffisamment de partis ? L'exercice contrefactuel paraîtrait sans doute vain à Bernard Pudal, auteur d'*Un monde défait. Les communistes français de 1956 à nos jours* (Éditions du Croquant, 2009). À suivre le politiste, l'eurocommunisme a davantage été une tactique

qu'une stratégie, un aménagement mineur de la doxa plutôt qu'une véritable hérésie. Elle n'était pas à la hauteur de « *la crise majeure, du traumatisme initial, c'est-à-dire 1956, lorsque l'édifice a été mis en crise symbolique depuis l'intérieur du système soviétique, par la reconnaissance des crimes de Staline* ».

Dès lors, en dehors d'une démarcation claire et nette vis-à-vis de l'identité communiste liée à la révolution bolchévique et ses suites, il n'y aurait pas d'autre destin que la gestion impossible de cet héritage, entre volonté de préservation des acquis et tentatives d'adaptation vouées à être trop timides et trop tardives. En somme, des rendez-vous manqués en cascade, comme ceux que reprochait l'historienne Lilly Marcou au parti français, dans un texte sévère publié en 1989 :

*« Le PCF se méfie en 1956..., en 1979-1980..., en 1987-1988..., des tentatives "déstabilisatrices" qui viennent du renouveau, fût-il d'Union soviétique ou d'Italie. Se voulant jacobin, léniniste et révolutionnaire, il prend l'allure d'un Don Quichotte version moderne. Il ne véhicule pas un romantisme désuet, mais il mène un combat hors du temps et de l'espace. En soi, à force de répétition et d'échecs, la démarche finit par être attendrissante. Une telle accumulation de rendez-vous manqués : déstalinisation, eurocommunisme, gorbatchevisme, commence à en imposer ! »*

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Direction éditoriale** : Carine Fouteau et Stéphane Allières

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.